



Commission économique pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique du Nord

Comité Intergouvernemental d'experts (CIE)

Trente-troisième réunion

Tunis (Tunisie), 30 octobre – 02 novembre 2018

Bilan des activités de la CEA en Afrique du Nord

(Octobre 2017 – Septembre 2018)

Tables des matières

I. Introduction	3
II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue	3
A. Résultat majeur 1 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à concevoir et appliquer des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois durables	3
1. Emploi des jeunes et développement durable en Afrique du Nord	3
2. Qualité des institutions et transformation structurelle des économies de l'Afrique du Nord	4
3. Profils de pays Egypte et Soudan et STEPS Maroc	5
B. Résultat majeur 2 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord et des communautés économiques régionales à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement en conformité avec les Objectifs de développement durable (Agenda 2030) et l'Agenda 2063, compte dûment tenu des enjeux liés à la jeunesse et au genre.	6
1. Coordination et partenariats au niveau sous-régional en appui à la réalisation des ODD en Afrique du Nord.	6
2. Suivi de la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord	7
3. Approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales	7
4. Appui Conseil	8
III. Initiatives spéciales, interactions avec les divisions du siège et partenariats stratégiques	10
A. Initiatives spéciales	10
B. Forum pour le développement de l'Afrique du Nord: « Gouvernance, transformation structurelle et développement durable et inclusif »	12
C. Interactions avec les divisions du siège	13
D. Les partenariats	14
1. Partenariats avec le système des Nations Unies et autres partenaires au développement	14
2. Partenariats avec les Universités, Centres de Recherche et think tanks	16

IV. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 32^{ème} CIE	18
A. Recommandations générales	18
B. Recommandations relatives au programme de développement à l’horizon 2030 et Agenda 2063	19
V. Défis, leçons apprises et perspectives	21
A- Relance du processus de réforme de la CEA	21
1. Une nouvelle vision pour une Afrique autonome et transformée	21
2. Nouveau domaine de spécialisation du Bureau pour l’Afrique du Nord de la CEA	21
B. A propos de l’UMA	22
C. A propos des conditions politiques, économiques et sociales de la région	22

I. Introduction

1. Le présent rapport rend compte des activités menées par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA durant la période allant d'octobre 2017 à septembre 2018 (du CIE 2017 au CIE 2018). Cette période correspond pour l'essentiel à la première année de mise en œuvre du cadre stratégique révisé de 2018-2019 issu du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains tenue à Addis-Abeba en mai 2018, elle intègre également les activités menées par le Bureau lors du dernier trimestre de 2017. Pour plus de commodité, une même structure homogène du rapport a été adoptée pour toute la période couverte par le rapport.

2. Les activités mises en œuvre ont été réalisées en étroite concertation et collaboration avec les Etats membres, les divisions du siège de la CEA, les autres Bureaux sous régionaux et les communautés économiques régionales (CER) dont l'Union du Maghreb Arabe (UMA), des agences du système des Nations Unies ainsi que d'autres partenaires.

II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue

3. Dans le contexte de la nouvelle vision de la CEA, le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord a formulé une nouvelle stratégie de spécialisation pour le biennium 2018-2019 dans le domaine de "l'Emploi, compétences et développement équitable". Ce nouveau cadre stratégique vise à aider les sept pays membres (l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie) à concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes à même de favoriser la création d'emplois et le développement équilibré dans la perspective d'une transformation structurelle conforme aux Agendas 2030 et 2063. Cette finalité est désormais déclinée à travers deux résultats majeurs : a) Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à concevoir et appliquer des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois durables ; b) Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord et des communautés économiques régionales à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement en conformité avec les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063, compte dûment tenu des enjeux liés à la jeunesse et au genre.

4. Les activités inscrites dans le programme de travail du Bureau ont été réalisées pour produire des résultats qui répondent aux axes prioritaires définis ci-dessus. Les recommandations issues des réunions antérieures du Comité Intergouvernemental d'experts (CIE) ainsi que les contributions des Etats membres, de l'UMA et d'autres partenaires ont également aidé à cadrer le champ d'intervention du Bureau tout au long de la période sous revue.

A. Résultat majeur 1 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à concevoir et appliquer des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois durables

5. Pour contribuer à la réalisation de ce premier résultat majeur, le Bureau s'est focalisé sur l'amélioration des capacités des Etats membres dans le domaine de l'emploi en considérant cette problématique sous différents angles: développement durable, renforcement institutionnel, et données fondamentales à l'analyse de la situation politico-économique en produisant des profils de pays.

1. Emploi des jeunes et développement durable en Afrique du Nord

6. Le Bureau a organisé une réunion d'experts en octobre 2017 à Rabat sous le thème « Emploi des jeunes et développement durable en Afrique du Nord ». Les experts, issus de départements en charge des questions de l'emploi, de la formation et de l'insertion des jeunes, représentants six pays membres (Algérie, Égypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie), les représentants de l'UMA, des organisations régionales et internationales et des universitaires ainsi que des chercheurs dans le domaine ont participé à cette réunion.

7. Lors de cette réunion d'experts, l'étude sur l'emploi des jeunes et le développement durable en Afrique du Nord a été présentée. Les résultats de l'étude ont été discutés et validés par les participants et les pays membres. En effet, combinant des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives, cette étude a fait un état des lieux de la situation du chômage des jeunes et des mesures prises par chaque pays pour l'endiguer. Cette analyse a été menée en relation avec la question du développement durable dans les sept pays de la sous-région (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie).

8. La réunion d'experts a été l'occasion propice pour débattre des thématiques suivantes : (i) les opportunités et défis liés à la promotion de l'emploi décent en faveur des jeunes en Afrique du Nord, (ii) l'évaluation des politiques et des programmes pour la promotion de l'emploi des jeunes, en analysant les défis et les opportunités, et en identifiant les bonnes pratiques, (iii) les leçons retenues de l'intégration des politiques de l'emploi des jeunes dans les politiques de développement national. Ces discussions se sont appuyées sur la présentation et discussion des études de cas nationales.

9. La rencontre a abouti à la formulation de recommandations en faveur de l'emploi des jeunes et du développement durable en Afrique du Nord. Ces recommandations ont concerné de manière détaillée plusieurs volets complémentaires : la transversalité de la problématique de l'emploi des jeunes, les enjeux de l'adéquation formation-emploi et le renforcement des capacités, le rôle de médiation de l'État sur le marché du travail, les mécanismes d'appui et d'accompagnement, l'adoption nécessaire des approches basées sur les droits humains et l'égalité hommes-femmes, le suivi évaluation, les mécanismes de financement, l'entrepreneuriat ainsi que la problématique du secteur informel.

10. Par ailleurs, dans le cadre du 14^{ème} Forum international de l'Association tunisienne des économistes « Controverses et défis de l'évaluation des politiques publiques », le Bureau a préparé et présenté un papier de recherche sur « les possibilités d'emploi en faveur des pauvres en Afrique avec une référence particulière aux jeunes ». Ce papier a été sélectionné comme un des meilleurs et a été présenté par le Bureau lors de la réunion organisée par l'Association des Economistes Tunisiens en juin 2018 à Tunis (Tunisie).

11. Dans le cadre de la formulation du nouveau cadre stratégique 2018-2019, le Bureau envisage également de mettre en œuvre un ensemble d'initiatives en relation avec son nouveau domaine de spécialisation. Au cours du biennium en cours, le Bureau se dotera de sa propre stratégie d'intervention dans le domaine de l'emploi et organisera un Forum régional avec la participation du secteur privé (CGEM, UTICA, FCE etc.) et autres partenaires sur "les compétences, l'emploi et le développement équilibré".

2. Qualité des institutions et transformation structurelle des économies de l'Afrique du Nord

12. La croissance en Afrique du Nord est souvent caractérisée comme étant une croissance sans emploi. La lente transformation structurelle est l'une des raisons du chômage élevé, en particulier chez les jeunes diplômés. Il est par ailleurs établi que l'efficacité des institutions est un déterminant important de l'allocation optimale des ressources qui est à la base de la transformation structurelle.

13. Dans ce contexte, le Bureau a mené une étude sur la qualité des institutions et son impact sur l'allocation efficace des ressources pour une réelle transformation structurelle. Les résultats de cette étude ont été présentés et discutés lors de la réunion régionale d'experts organisée du 26 au 27 septembre 2018 à Rabat sous le thème « Qualité des institutions et transformation structurelle des économies de l'Afrique du Nord ». Des experts délégués des six pays membres (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) issus de départements en charge des finances et de la réforme des administrations ont participé à cette réunion. Des représentants de l'UMA, du secteur privé, des organisations régionales et internationales de développement ainsi que des universitaires et chercheurs dans le domaine ont également pris part à cette réunion.

14. La rencontre a permis de présenter les faits saillants de la transformation structurelle des

économies de l'Afrique du Nord et d'aboutir à une définition et une compréhension détaillée de ce processus. La discussion des résultats de l'étude a débouché sur (i) une meilleure compréhension des modalités d'impact des institutions sur l'allocation des ressources productives, en particulier les situations où des distorsions sont induites, affectant directement l'aboutissement du processus de transformation structurelle, (ii) une évaluation des problèmes d'allocation des facteurs de production capital / travail pour certains pays ainsi (iii) qu'une évaluation globale des besoins en données au niveau des systèmes statistiques nationaux des pays membres pour mieux appréhender les problèmes d'allocation et leurs effets sur la productivité totale des facteurs.

15. La réunion d'experts a finalement débouché sur les politiques que les pays membres devraient mener pour réduire l'impact négatif des distorsions sur l'allocation des facteurs de production. Les participants ont pu identifier à ce titre des pistes de réformes institutionnelles pouvant favoriser une meilleure allocation des facteurs dans les économies de l'Afrique du Nord. Des extensions possibles de l'étude ont également été identifiées en termes de réformes nécessaires et d'évaluation de leur impact potentiel.

3. Profils de pays Egypte et Soudan et STEPS Maroc

16. La finalité des profils de pays est (i) de permettre à la CEA de réaliser et diffuser des analyses par pays et par région ; (ii) de formuler des recommandations en vue de la transformation économique par la promotion d'une croissance et d'un développement social durables ; (iii) de renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ; (iv) de faire une analyse des risques potentiels et proposer des moyens pour les atténuer.

17. Le processus d'élaboration des profils de pays sous-tend la collecte et l'harmonisation constante de données et informations sur les pays, l'agrégation des indicateurs destinés à l'usage des communautés économiques régionales et l'analyse de tendances afin de produire des prévisions en temps opportun. La production des profils de pays est destinée à engendrer un effet d'entraînement sur le renforcement des capacités des États membres en termes de production et de diffusion des statistiques et d'analyse des politiques économiques. Elle est également appelée à faciliter la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des données pertinentes, en appui aux priorités de développement de la sous-région.

18. Les profils de pays réalisés sur la période allant d'octobre 2017 à septembre 2018 concernent l'Egypte (1) et le Soudan (1). Ils analysent la croissance économique, la politique budgétaire, l'inflation et la politique monétaire, le compte courant et la performance commerciale, l'investissement direct étranger, la démographie, la pauvreté, l'emploi, la santé, l'éducation, et le genre. Outre un bilan de la situation économique et sociale, ces profils analysent les politiques menées et les défis que les pays doivent relever dans le domaine économique et social, notamment celui de l'emploi.

19. Ces profils de pays sont agrémentés par des analyses thématiques portant respectivement sur la promotion de l'emploi des jeunes (Soudan) et la promotion des infrastructures et du développement industriel (Egypte). Les différentes thématiques abordées présentent des recommandations qui tiennent compte des spécificités des pays. Les analyses thématiques permettent une meilleure connaissance de la vision et des mesures mises en place par les pays. Elles constituent de ce fait un outil de partage d'expériences et d'orientation des politiques publiques.

20. Durant la période sous revue, une nouvelle méthodologie de la CEA intitulée Transformation Structurelle, Emploi, Production et Société (STEPS) a été introduite et une analyse pilote publiée sur le cas du Maroc. L'objectif principal du STEPS est de produire des analyses de données spécifiques à chaque pays et des recommandations de politiques en faveur

d'une transformation structurelle favorisant le développement durable. Ainsi, autant le Profil de pays correspond à une image de la situation du pays à un moment donné, autant le STEPS représente une étude prospective en essayant de dégager les tendances futures.

21. Le STEPS Maroc indique que la transformation structurelle du pays passe nécessairement par une amélioration de son capital humain. Les déficits enregistrés en matière d'éducation et de santé limitent les capacités du pays à tirer profit du potentiel de la jeunesse de sa population. Un meilleur et plus grand investissement dans la force de travail permettra d'améliorer la productivité, particulièrement dans le secteur non agricole où la productivité apparente du travail décline depuis 2012 pour atteindre 0,4 % de croissance à la fin 2015. La situation du secteur industriel est particulièrement marquante; alors que l'intensité capitaliste du secteur, mesurée par le capital disponible par travailleur, s'est accrue en moyenne de 4,9 % par an entre 1999 et 2014, la valeur ajoutée par travailleur a reculé de 0,8 % par an.

B. Résultat majeur 2 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord et des communautés économiques régionales à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement en conformité avec les Objectifs de développement durable (Agenda 2030) et l'Agenda 2063, compte dûment tenu des enjeux liés à la jeunesse et au genre.

22. Au titre de la période sous revue, le renforcement de la capacité des pays membres et de l'UMA à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement durable a été mené à travers : (i) la tenue de la 4^{ème} réunion consultative annuelle du Mécanisme sous régional de coordination MSRC - Afrique du Nord en appui à la réalisation des ODD, (ii) l'organisation d'une réunion d'experts sur la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord, (iii) l'approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales ainsi que (iv) les activités d'appui conseil.

1. Coordination et partenariats au niveau sous-régional en appui à la réalisation des ODD en Afrique du Nord

23. Le mécanisme sous régional de coordination (MSRC) a pour ambition de favoriser la coordination et la collaboration entre les institutions internationales et régionales dont le mandat inclut l'accompagnement des pays nord-africains et de l'UMA dans leurs efforts de développement. L'objectif est de promouvoir une plus grande synergie et une plus grande efficacité des interventions, par un partage régulier des informations, une capitalisation mutuelle des réalisations et des expériences ainsi que la mise en œuvre de programmes ou projets conjoints.

24. La 4^{ème} réunion consultative annuelle du MSRC - Afrique du Nord a eu lieu début mars 2018 à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, en collaboration avec le Secrétariat général de l'UMA. Ont pris part à cette rencontre les Coordonnateurs résidents du SNU de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et le chef du Bureau du Coordonnateur Résident du SNU en Egypte, les agences des Nations Unies intervenant au niveau pays (FAO, PNUD, UNESCO, OIM, UNICEF, FNUAP, ONUDI, FIDA et au niveau régional (FAO, OIT, ESCWA, FIDA), les organisations régionales (ISESCO, CIDC, OADA,) et les institutions internationales (BID, BAD, BADEA, ITFC).

25. Cette rencontre avait pour thème la réalisation des ODD et le renforcement des partenariats en Afrique du Nord. Elle a permis (i) une compréhension commune des priorités régionales et des défis liés à la mise en œuvre des ODD (ii) le partage d'informations sur les initiatives en cours et à venir, visant la réalisation des ODD, menées par l'UMA, les Agences des Nations Unies et les partenaires au développement ; ainsi que (iii) la définition des axes principaux d'intervention et d'une feuille de route régionale (2018-2019) pour la réalisation des ODD.

26. A l'issue de cette réunion, une feuille de route a été formulée et adoptée par les parties prenantes pour renforcer la coordination et les partenariats au niveau régional et accélérer la réalisation des ODD en Afrique du Nord. La feuille de route comprend quatre axes transversaux relatifs à l'appropriation et la compréhension des ODD, à l'intégration des ODD et la cohérence des politiques publiques, au renforcement des capacités nationales de suivi et de reporting des ODD et à l'exploitation du potentiel de la coopération Sud-Sud. En outre, deux thèmes ont été retenus: l'emploi et la sécurité alimentaire. Plusieurs actions concrètes ont été proposées.

27. La mise en œuvre de la feuille de route régionale fait partie intégrante du Plan d'action relatif à l'accord cadre UA-NU qui vise une mise en œuvre coordonnée et harmonisée des deux agendas 2063 et 2030. L'accord cadre a été signé en janvier 2018 et le plan d'action adopté le 9 juillet 2018. Le suivi de la mise en œuvre de ce dernier est coordonné par le mécanisme régional de coordination-Afrique (MRC - Afrique).

2. Suivi de la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord

28. Le Bureau a organisé une réunion sous-régionale sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique du Nord en juin 2018 à Rabat. Ont participé à cette rencontre des représentants de six pays membres (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) issus de départements en charge des questions de planification, des finances, de l'environnement et du développement durable, de l'agriculture, de l'emploi ainsi que des instituts de statistiques. Ont également participé à cette rencontre le Secrétariat général de l'UMA, le PNUD, la FAO, le PAM, l'OIT et la BAD ainsi que des organisations de la société civile.

29. Lors de cette réunion, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a présenté le premier rapport sur la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie). Préparé à la suite d'une demande de l'UMA, ce rapport analyse les efforts menés par ces pays en termes d'appropriation, de contextualisation, de gouvernance institutionnelle et de suivi des ODD. Il met en outre l'accent sur six thématiques d'importance pour les pays et d'intérêt prioritaire pour l'intégration régionale : la sécurité alimentaire (ODD 2), la transition énergétique (ODD 7), l'industrialisation (ODD 9), l'emploi des jeunes et des femmes (ODD 8), le changement climatique (ODD 13) et la désertification (ODD 15). Le rapport traite également du rôle de la coopération régionale et fournit des orientations pour accélérer la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb.

30. La réunion a permis de discuter les résultats de l'étude et de partager les informations, les expériences, les bonnes pratiques et les défis des pays de l'Afrique du Nord en matière de réalisation et de suivi des ODD. Les discussions et les échanges des tables rondes parallèles ont débouché sur des recommandations concernant la gouvernance institutionnelle et la participation effective de la société civile et du secteur privé, l'intégration des ODD dans les politiques publiques, sectorielles et locales, le suivi des ODD et enfin, les mécanismes de budgétisation et de mobilisation des ressources. Deux sessions thématiques sur l'emploi et la sécurité alimentaire ont également été organisées.

31. La réunion du MSRC et la réunion sous régionale ont été l'occasion de mettre en avant l'Agenda 2063 promu par l'Union Africaine (UA) et de présenter les points communs et les liens avec les ODD en vue de promouvoir une mise en œuvre harmonisée de ces deux agendas par les Etats membres, l'UMA, les agences des Nations unies et les partenaires au développement, dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord cadre UA-NU signé en janvier 2018.

3. Approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales

32. Suite à une demande de l'UMA, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a mis en place un projet visant l'approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales au Maghreb. Dans le cadre de ce projet, une étude a été lancée en 2017 pour capitaliser sur les acquis des activités précédemment organisées par le Bureau sur le sujet, en particulier, sur les résultats des études préliminaires.

33. L'étude en cours de finalisation cherche à identifier les leviers pouvant accélérer le processus d'intégration régionale à travers le développement du commerce intra-Afrique du Nord et contribuer à la transformation structurelle des économies de la sous-région. Elle ambitionne d'établir une cartographie sectorielle des chaînes de valeur régionales (CVR) existantes et faire une analyse de leur potentiel de développement. Elle devrait déboucher sur la formulation d'un cadre commun d'action pour la promotion des CVR en Afrique du Nord. Les résultats de cette étude, qui seront présentés lors d'une réunion d'experts prévue en décembre 2018, sont destinés aux principales parties prenantes : administrations nationales, représentants du secteur privé, Secrétariat général de l'UMA, Union Maghrébine des Employeurs et partenaires extérieurs intervenant sur les thématiques de l'intégration régionale et du commerce.

34. Par ailleurs, le Bureau a fait une présentation sur le développement des chaînes de valeur régionales lors du 4^{ème} atelier sur le commerce de la région MENA organisé par la Chaire de l'OMC et la Tunisia Business School et qui s'est tenu en mars 2018 à Tunis (Tunisie). Les principaux thèmes de cet événement concernent les chaînes de valeur mondiales, les accords commerciaux, la compétitivité des entreprises et le commerce informel. Dans le même sens, le Bureau a participé en mai 2018 à Casablanca (Maroc) au Forum des affaires de l'Accord d'Agadir et des pays membres de l'Organisation de la Conférence Islamique de l'Afrique de l'Ouest et a fait à cette occasion un exposé sur le « Potentiel des chaînes de valeurs régionales en Afrique du Nord ».

4. Appui Conseil

a. Appui aux Instituts nationaux de statistique

35. Dans le cadre du processus de collecte des données, des missions techniques ont été effectuées en Egypte, au Soudan ainsi qu'en Mauritanie en appui à l'amélioration de leur système national de statistiques.

36. Le Bureau et le Centre Africain pour la Statistique (ACS) de la CEA ont contribué à l'atelier d'audit et d'analyse des comptes nationaux de la Mauritanie selon le nouveau système de la comptabilité nationale (SCN 2008) tenu du 7 au 11 mai 2018 à Nouakchott (Mauritanie). Cet atelier a été organisé par l'Office National de la Statistique auquel plusieurs institutions internationales et régionales ont été invitées dont le Haut-Commissariat au Plan du Maroc, l'Institut National de la Statistique du Cameroun, la Banque Mondiale et AFRISTAT.

37. L'exercice a permis (i) d'analyser le degré de prise en compte des recommandations du SCN 2008 à travers l'examen des sources de données et des méthodes utilisées pour les estimations des comptes de l'année de base 2014, (ii) de réaliser un audit complet des comptes nationaux rénovés selon le SCN 2008, notamment en vérifiant la cohérence avec les données sources (EPCV, ENESI, TOFE, BDP, Douane, etc.), (iii) d'aider à formuler une proposition méthodologique pertinente pour la rétropolation des années antérieures (2010 à 2013), et (iv) de formuler des recommandations techniques ciblées visant l'amélioration de la qualité des comptes nationaux selon le SCN 2008.

38. Dans le cadre du suivi de cette initiative, le Bureau et le Centre africain pour la statistique de la CEA ont participé à une mission conjointe organisée du 25 septembre au 02 octobre 2018 à Nouakchott (Mauritanie), qui a consisté en une analyse de la qualité des comptes nationaux des deux premières années selon le SCN 2008 et l'évaluation du degré de mise en œuvre des recommandations de l'atelier d'audit. Cette mission d'appui technique a permis de: (i) analyser le degré de prise en compte des recommandations techniques de l'atelier du mois de mai 2018 ainsi que la pertinence des solutions proposées pour les estimations des comptes de l'année de base (2014) et de la première année courante (2015); (ii) participer à un atelier national de partage des résultats des comptes des années 2014 et 2015 afin de permettre aux producteurs des données et utilisateurs des comptes nationaux de voir les changements opérés et (iii) faire des recommandations opérationnelles permettant d'améliorer la qualité des comptes nationaux selon le SCN 2008.

39. Par ailleurs, la CEA a lancé une série de projets pilotes visant à renforcer la capacité des pays à utiliser les technologies mobiles pour la collecte de données et la production de statistiques en vue de soutenir la prise de décision en matière de politiques de développement. Ces projets pilotes ont été conçus pour être exécutés par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS) des pays. Dans ce cadre, l'Agence centrale pour la mobilisation des statistiques publiques de l'Égypte (CAPMAS) a bénéficié d'un appui technique et de renforcement des capacités pour la collecte de données à l'aide de la technologie mobile pour faire le suivi de la mise en œuvre des indices de prix à la consommation des ménages (IPC) en Égypte.

40. Le Bureau a également appuyé le Haut-Commissariat au Plan du Maroc pour l'organisation de la 11^{ème} réunion du « groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités statistiques de l'Agenda pour le développement durable 2030 » organisée en mai 2018 à Rabat (Maroc).

41. Le Bureau a par ailleurs mené une mission d'appui technique au Soudan. Cette mission envisage d'initier avec le Bureau central de la statistique du Soudan une évaluation du système de comptabilité nationale (SCN) pour la mise en place du SCN 2008. Cette initiative prévoit également de fournir un appui à l'unité du partenariat public privé (PPP) du ministère des Finances et de la planification économique du Soudan pour le renforcement des capacités en matière de services consultatifs des partenariats public-privé et de gestion des appels d'offres et des contrats.

b. Autres missions d'appui conseil

42. Dans le cadre d'une mission organisée en avril 2018 à Nouakchott (Mauritanie), le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a fourni un appui technique à la Direction de la Coordination de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation. L'appui technique a couvert (i) l'examen de la qualité des notes annuelles sectorielles de mise en œuvre de la SCAPP (NASMOS) relatives à l'emploi, l'industrie et la sécurité alimentaire (ii) la préparation et la participation à l'atelier sur les NASMOS et le dispositif de suivi-évaluation de la SCAPP et (iii) la revue des indicateurs de la SCAPP et des ODD.

43. En juillet 2018, une seconde mission d'appui technique à la Direction générale des politiques et stratégies de développement a été réalisée en vue d'appuyer le processus de préparation du premier rapport national volontaire sur les ODD qui sera présenté au Forum Politique de haut niveau en juillet 2019. Faisant suite à une requête de la Mauritanie, cette mission a débouché sur une feuille de route qui sera mise en œuvre en étroite collaboration avec le PNUD et la Direction de la coordination de la SCAPP.

44. Le Bureau a entamé une étude sur la contribution de l'Économie bleue aux économies nord africaines. A ce titre, une méthodologie de collecte des données empiriques a été développée et des missions pays ont été menées. Nombre de rencontres et d'entretiens ont été conduits avec les ministères et institutions en charge de la Planification, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et des Transports. L'objectif de cette initiative est d'étudier le degré d'intégration de l'économie bleue dans la politique économique des pays de l'Afrique du Nord en focalisant l'analyse sur les questions du transport maritime, du tourisme et de l'intégration régionale.

III. Initiatives spéciales, interactions avec les divisions du siège et partenariats stratégiques

A. Initiatives spéciales

45. La CEA a lancé un projet de Development Account (DA) intitulé “Renforcement des capacités des gouvernements africains pour l'intégration de la redevabilité dans la planification du développement”. A cet égard, le Bureau a entamé avec l’Egypte la mise en oeuvre de ce DA par le recrutement de deux consultants pour appuyer et renforcer la capacité des institutions nationales en charge de la planification et des statistiques pour collecter, compiler et produire les données indispensables au processus de planification du développement. A l’issue de cet exercice, il est prévu que la Division du développement des capacités (CDD) de la CEA, en coordination avec le Bureau, organise en Egypte un atelier de présentation des études de cas pays.

46. Dans le cadre de la tenue en mars 2018 à Nouakchott d’une réunion du comité technique (de l’Union Africaine) spécialisé sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l’énergie et le tourisme, le Bureau a pris part aux travaux du sous-comité sur l’énergie. Cette rencontre a été marquée, au niveau de l’Afrique du Nord, par la participation de l’UMA, de l’Algérie, de l’Egypte, du Maroc, de la Mauritanie, du Soudan et de la Tunisie. Une fois constitué, le Bureau du sous-comité sur l’énergie s’est penché sur l’examen de la Déclaration de Lomé, le Plan d’action sur l’énergie ainsi que sur le dispositif de suivi-évaluation. Plusieurs institutions partenaires (l’IRENA, la BAD, le Partenariat Afrique-UE pour l’énergie et l’OMVS) ont présenté leurs plans d’action respectifs en matière d’énergie et la manière avec laquelle elles mettent en œuvre les recommandations de la Déclaration de Lomé. A l’issue des discussions, des recommandations ont été formulées par le sous-comité sur l’énergie en vue d’améliorer le plan d’action. La réunion ministérielle tenue le dernier jour de la rencontre a approuvé, quant à elle, le rapport de la réunion des experts ainsi que le plan d’action du sous-comité sur l’énergie. Elle a donné par ailleurs son accord pour la création d’une équipe chargée du suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan d’action par les institutions partenaires, composée du Président du Bureau du sous-comité, la CUA, la BAD, et le NEPAD.

47. Le Bureau a participé au Forum économique africain organisé du 24 au 25 avril 2018 à Tunis par le ministère du Commerce de Tunisie. L’événement a été dédié à la promotion de l’intégration régionale et la construction de relations d’affaires entre l’Afrique du Nord et le reste de l’Afrique. Le Bureau a contribué à un panel d’experts sur l’intégration régionale comme moteur de la croissance économique du continent africain. Ont participé à ce panel le Secrétaire général de l’UMA, la Directrice du commerce et de l’industrie de l’UA, le Directeur général de la BAD - Afrique du Nord, le Commissaire chargé du commerce, des douanes et de la libre circulation de la CEDEAO et le Directeur du commerce et des douanes de la COMESA. Le groupe d’experts a mis l’accent sur les implications de l’accord sur la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECA), signée lors de l’événement historique de mars 2018 sur la promotion et l’avancement de l’intégration régionale aux niveaux sous-régional et continental. Les discussions ont également porté sur le rôle des communautés économiques régionales pour appuyer leur pays membres et soutenir l’entrée en vigueur et la mise en œuvre de l’accord sur la ZLECA. Les discussions se sont également focalisées sur le rôle des banques de développement telle que la BAD pour mobiliser les investissements nécessaires pour la mise en place des infrastructures requises pour faciliter les échanges entre les pays africains et favoriser l’intégration régionales.

48. Le Bureau a par ailleurs pris part aux travaux de la retraite du Mécanisme Régional de Coordination (MRC) qui a été organisée par le Secrétariat conjoint du MRC (composé de la Commission de l’Union Africaine et de la Commission Economique pour l’Afrique) du 24 au 27 avril 2018 à Nairobi (Kenya). En préparation du rapport d’activités à présenter lors de la 19^{ème} session du RCM – Afrique, cette réunion a procédé à la revue des travaux des clusters issus des mécanismes sous régionaux de coordination (MSRC) pour l’exercice 2017-2018. Elle a

également débouché sur une ébauche de plan de travail 2018-2019 du RCM ainsi qu'une compréhension commune des réformes en cours au sein des Nations Unies et de leurs implications pour le RCM-Afrique. Dans le cadre de la relation MRC-MSRC, il a été convenu d'impliquer davantage les Communautés Economiques Régionales (CER) dans les travaux du MRC à travers leur bureau de liaison à Addis-Abeba.

49. Le Bureau a ensuite participé à la 19^{ème} session du Mécanisme Régional de Coordination (MRC), organisée à Addis-Abeba du 12 au 13 mai 2018, en marge de la conférence des Ministres africains des Finances, de la planification et du développement économique de la CEA. La session a été organisée conjointement par les secrétariats du Mécanisme et les équipes régionales des Groupes thématiques des Nations Unies sous le thème "Le soutien du système des Nations Unies pour l'Union africaine à gagner la lutte contre la corruption: une voie durable vers la transformation de l'Afrique". Les délibérations ont permis finalement de formuler les recommandations suivantes :

- Les gouvernements africains ont été instamment priés de renforcer les politiques, lois, règles et règlements existants pour prévenir la corruption;
- Les gouvernements africains ont été instamment priés de mettre en place des mécanismes pour récompenser les fonctionnaires honnêtes, les citoyens et les personnes qui respectent les règles et règlements et qui ne se livrent pas à des pratiques de corruption;
- Les gouvernements africains ont été invités à renforcer les directives et les codes de conduite en vigueur en matière de marchés publics et à encourager l'intégrité afin de prévenir la corruption.
- L'ONU a été instamment priée d'appuyer l'Union africaine en matière de transparence et de règles de divulgation financière pour les agents publics, en vue d'éliminer les pratiques de corruption;
- L'ONU, en collaboration avec l'Union africaine, a été exhortée à mener des études sur l'impact de la corruption sur les moyens de subsistance des femmes et des filles;
- Les pays africains ont été invités à renforcer leur gestion du secteur public afin de la rendre plus efficace et efficiente;
- Les Nations Unies ont été invitées à aider les pays africains à renforcer leurs lois et mécanismes pour soutenir les lanceurs d'alerte.

50. Le Bureau a participé aux ateliers régional et national du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) organisés en Egypte, du 10 au 13 décembre 2017, à l'occasion desquels il a partagé l'expérience et enseignements tirés de sa visite au Darfour du Sud. Le Secrétariat du MAEP a félicité la CEA pour son engagement dans en tant qu'organisation unique ayant participé à la mission d'examen au Soudan, étant donné que le MAEP a conclu des accords d'appui spéciaux avec cinq institutions africaines désignées par le Forum des chefs d'État et de gouvernement participants: la BAD, la CEA, le PNUD, la Fondation Mo Ibrahim et la Fondation africaine pour le renforcement des capacités.

51. Le Bureau a pris part à la 4^{ème} session du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD) qui s'est tenue du 02 au 04 mai 2018 à Dakar (Sénégal). Cette rencontre a été organisée par la CEA et la République du Sénégal, en collaboration avec la CUA, La BAD, UNDESA, le PNUD, le PNUE, la FAO, ONU-Habitat et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des catastrophes. A cette occasion, le Sénégal a remplacé le Togo à la présidence du Bureau du Forum. Les sessions du Forum ont permis de présenter (i) les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD ainsi que les défis et leçons apprises, y compris dans la préparation des rapports nationaux volontaires, (ii) les liens entre les deux agendas 2063 et 2030 et leurs particularités ainsi que les différents outils développés pour faciliter leur intégration dans les politiques publiques. Des séances parallèles ont été consacrées aux thèmes correspondants aux ODD retenus par le Forum politique de haut niveau (FPHN) 2018 (ODD 6, 4, 11, 12, 15 et 17).

52. Les discussions ont mis en évidence certaines contraintes rencontrées par les pays, notamment en matière de mécanismes institutionnels de coordination de la mise en œuvre et suivi des ODD; de processus d'implication de la société civile, du secteur privé et du milieu académique de façon active et effective; de prise en compte des enjeux locaux par l'intégration des ODD et l'adaptation des politiques générales au niveau national aux conditions et spécificités locales; la disponibilité des données pour renseigner les indicateurs et la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux. Les recommandations du Forum ont été faites sous forme de messages clés visant à accélérer la mise en œuvre l'Agenda 2030 sur les ODD et l'Agenda 2063. Ces messages constituent la contribution régionale collective de l'Afrique au FPHN, organisé du 9 au 18 juillet 2018 à New York. La prochaine session du Forum sera organisée au Maroc en 2019.

53. Dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), sous l'égide du Bureau sous-régional Afrique de l'Ouest, le Bureau a contribué, en tant que membre du groupe de travail établi par la CEA, à l'étude sur les perspectives socio-économique pour le Sahel (SEPS) qui décrit les enjeux politiques, économiques et sociaux de la région du Sahel et les interactions avec l'Afrique du Nord. A cet effet, le Bureau a participé à l'atelier de réflexion et d'élaboration de l'étude SEPS, tenu à Dakar (Sénégal) du 05 au 07 avril 2018. Cet atelier a permis de collecter, revoir et intégrer les commentaires faits par les Agences du Système des Nations Unies, pour présenter une perspective globale de la situation au Sahel et proposer des solutions intégrées pour surmonter l'instabilité et l'insécurité qui sévissent dans la région en plus des conditions économiques particulièrement difficiles.

B. Forum pour le développement de l'Afrique du Nord: « Gouvernance, transformation structurelle et développement durable et inclusif »

54. Le Forum pour le développement de l'Afrique du Nord est une initiative bi-annuelle qui mobilise des acteurs régionaux autour d'une question d'intérêt et d'actualité pour la sous-région. La 7^{ème} édition du Forum a été organisée à Rabat (Maroc) du 21 au 22 novembre 2017 sous le thème « Gouvernance, transformation structurelle et développement durable et inclusif »

55. L'objectif principal de ce forum était d'approfondir la réflexion sur les liens et les interactions entre la gouvernance, la transformation structurelle et le développement durable. Le forum s'est penché sur la question de la gouvernance liée à des thématiques cruciales pour la transformation structurelle telles que les infrastructures résilientes, l'industrialisation inclusive et durable, l'efficacité des institutions publiques ou encore l'intégration au commerce mondial. Pour ce faire, le forum a réuni des chercheurs et experts reconnus dans leur domaine de compétence ainsi que des acteurs de développement nationaux et régionaux afin de confronter la recherche académique à la pratique sur le terrain et d'en tirer les enseignements utiles en matière de politiques de développement.

56. Cette rencontre a d'abord permis de sensibiliser les participants à l'importance de la gouvernance dans le processus de transformation structurelle et du développement durable. Les participants ont également pris connaissance du programme de renforcement des capacités de la CEA en matière de gouvernance et de planification. Le Forum a permis de dégager les axes prioritaires de la gouvernance permettant d'accélérer la transformation structurelle des économies nord africaines et de tirer les enseignements des expériences présentées lors de la rencontre. Le Forum a conduit enfin à la formulation de recommandations visant à améliorer la gouvernance dans le processus de transformation structurelle et du développement durable. De manière spécifique, à l'issue du Forum:

- Les participants ont dégagé les liens entre la transformation structurelle, la croissance économique inclusive et ont insisté sur l'importance, au niveau des pays, de renforcer la gouvernance dans le développement et la gestion des infrastructures ainsi que l'industrialisation.

- Ils ont par ailleurs souligné l'importance pour les pays membres de porter l'accent, d'un côté sur l'État de droit, la justice indépendante et transparente, et de l'autre sur l'efficacité des institutions pour la réalisation des objectifs de développement durable;
- Ils ont reconnu l'utilité du travail de la CEA pour aider les pays membres à accroître leur participation au commerce mondial afin de transformer structurellement leur économie et répondre à l'objectif prioritaire de création d'emplois.

C. Interactions avec les divisions du siège

57. Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a été représenté aux travaux du Comité de pilotage du Centre Africain pour la Politique Commerciale qui s'est réuni le 14 et 15 février 2018 à Marrakech. La réunion a permis d'examiner les réalisations du Centre en 2017, de présenter son nouveau Cadre logique d'intervention et de valider son programme de travail pour 2018.

58. Dans le cadre de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, adopté en octobre 2016 lors de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), la CEA a initié un programme de renforcement de la capacité des États membres à concevoir et mettre en œuvre des stratégies et politiques en faveur de villes durables et inclusives en Afrique. Dans ce contexte, la division SDPD (Social Development Policy Division) de la CEA, en coordination avec le Bureau - Afrique du Nord, a lancé une étude sur l'expérience du Maroc en matière d'urbanisation et de développement économique ainsi que les liens existants entre le processus d'urbanisation et les politiques sectorielles et nationales de développement. L'étude est en cours de finalisation et devrait aboutir à une évaluation de l'intégration de l'urbanisation dans la planification du développement national du Maroc. Elle servira à tirer les leçons de l'expérience du pays et formuler des recommandations en la matière pour mettre à profit les bonnes pratiques établies par le Maroc.

59. Durant la période sous revue, le Bureau a lancé et finalisé un projet de mise en place d'une plateforme intégrée de gestion des connaissances en coordination avec les sections du siège de la CEA. Cette réalisation permet de capitaliser sur ce qui a été accompli en matière de gestion des connaissances (Knowledge Management - KM) au niveau du Bureau et d'intégrer les fonctionnalités et les développer dans le cadre d'un standard commun de KM pour les autres bureaux sous-régionaux et divisions du siège. A l'issue de cette initiative le Bureau s'est doté d'une plateforme intégrée offrant diverses fonctionnalités complémentaires :

- Un module CRM (Customer Relationship Management), offrant la possibilité de gérer la relation client de manière ciblée à partir d'une base de données des partenaires et permettant une diffusion sélective des connaissances et de l'information vers les communautés de pratique ;
- Un module collaboratif, offrant la possibilité de travailler en mode collaboratif en temps réel et d'animer des discussions en ligne avec les communautés de pratique.
- Une librairie électronique des documents du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, offrant un libre accès aux publications et un accès conditionnel aux documents de travail du Bureau ;
- Un moteur de recherche, permettant de suivre les publications et événements sur les thématiques et les pays couverts par le Bureau.

60. Durant la période sous revue, le Bureau a porté une attention particulière à la diffusion d'informations à propos de ses activités, recommandations et nouvelles publications dans les trois principales langues de travail de la CEA et de la sous-région (anglais, français et arabe). Visant à faciliter une meilleure compréhension des métiers et des recommandations de la CEA par ses interlocuteurs, les milieux académiques, le secteur privé et le grand public en Afrique du

Nord, ces actions ont porté sur un large éventail de thématiques (Intégration régionale, ODD, Statistiques, Emploi, Développement durable, etc.) et inclus le lancement de plusieurs publications. Les publics en question ont été touchés à travers différents canaux (médias traditionnels, médias sociaux et plateforme KM). Pour une meilleure présence auprès des pays, le Bureau a travaillé en étroite coopération avec les réseaux de la CEA en Afrique et du Centre d'Information des Nations Unies (CINU) en Afrique du Nord.

D. Les partenariats

61. Outre le partenariat avec l'UMA, dans le cadre des programmes pluriannuels de travail et le partenariat avec les autres agences des Nations Unies au service du développement économique et social et de l'intégration régionale en Afrique du Nord à travers le MSRC et la participation aux travaux des équipes pays des Nations Unies, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a développé d'autres partenariats pour la mise en œuvre d'initiatives spécifiques.

1. Partenariats avec le système des Nations Unies et autres partenaires au développement

62. La réunion en mars 2018 du Mécanisme sous régional de coordination (MSRC) Afrique du Nord a pu réactiver un cadre de partenariat privilégié impliquant plusieurs agences de coopération multilatérale dont la coordination du Système des Nations Unies, les agences des Nations Unies intervenant au niveau pays (FAO, PNUD, UNESCO, OIM, UNICEF, FNUAP, ONUDI, FIDA) et au niveau régional (FAO, OIT, ESCWA, FIDA).

63. Une réunion avec l'équipe pays Nations Unies (UNCT) Tunisie a été organisée lors de la mission technique menée dans ce pays au mois de novembre 2017. Cette rencontre a donné l'occasion au Bureau de présenter le profil économique et social régional et de discuter des complémentarités et possibilités de collaboration entre le Bureau et l'UNCT Tunisie, en particulier par rapport aux analyses économiques au niveau sous-régional, le partage d'expérience et la coordination des activités et synergies entre les pays de la sous-région en vue de renforcer la coopération et l'intégration régionale. De plus, la réunion a permis de discuter des moyens de renforcer la collaboration avec le CINU en vue de disséminer davantage d'informations sur les activités de la CEA.

64. L'instauration de ce dialogue et collaboration plus rapprochée a donné l'occasion au Bureau de contribuer à la mission sur les engagements "Mainstreaming, Acceleration, Policy Support" (MAPS) en Tunisie qui s'est déroulé du 09 au 13 juillet 2018. Cette mission s'inscrit dans le cadre du programme conjoint du SNU en appui à la mise en œuvre et au suivi des ODD. Elle visait à promouvoir l'adoption d'approches systémiques, intégrées et inclusives, l'intégration de la dimension "ne laisser personne de côté" et l'engagement de tous les acteurs ainsi que la localisation des ODD. La mission a souligné la nécessité de prioriser les ODD et les cibles nationales pour investir dans des domaines prioritaires qui peuvent avoir un effet catalyseur pour la réalisation d'autres ODD (volet accélération). Un exercice visant à analyser le niveau d'intégration des ODD et cibles dans le plan quinquennal de développement et dans certaines stratégies sectorielles adoptées par le gouvernement (selon la méthodologie du Rapid integration assessment - RIA) est en cours de finalisation. La CEA a proposé d'inclure une analyse du niveau d'intégration des objectifs de l'Agenda 2063 une fois le travail d'analyse RIA du plan quinquennal disponible.

65. La mission MAPS donnera lieu à l'élaboration de notes de politiques qui seront présentées et discutées avec les parties prenantes nationales lors d'un dialogue de haut niveau sur les politiques qui sera organisé en décembre 2018. Les notes de politiques concernent les domaines suivants: agriculture, énergie, santé, emploi, éducation, gouvernance et prévention de la violence ainsi que les données, la localisation des ODD et la dimension "ne laisser personne de côté". Dans ce cadre, le Bureau s'est engagé à signer le document de projet conjoint élaboré par le gouvernement tunisien en collaboration avec UNCT Tunisie pour avoir un rôle plus actif dans

la mise en œuvre de l'Agenda 2030. La CEA a par ailleurs informé les parties prenantes de la signature en janvier 2018 du cadre conjoint UA-ONU portant sur le renforcement de la cohérence dans la mise en œuvre des deux agendas 2063 et 2030 et souligné le rôle de la CEA pour promouvoir l'intégration cohérente des deux agendas.

66. Une réunion avec l'UNCT Mauritanie a été tenue lors d'une mission organisée en mars 2018 par le Bureau, faisant suite à la participation du Coordinateur résident en Mauritanie à la réunion MSRC tenue à Rabat en Février 2018. Les discussions ont porté sur la rencontre prévue du G5 Sahel ainsi que sur la question humanitaire étroitement liée au défi de la sécheresse. Le Bureau a présenté l'Agenda 2063 de l'UA et l'accord cadre UA-ONU visant une meilleure coordination et cohérence entre les deux agendas. Le Bureau a également partagé à cette occasion la feuille de route régionale pour la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord élaborée à l'issue de la réunion consultative du MSRC 2018. Le défi des statistiques sur l'emploi pour la Mauritanie a été également relevé à cette occasion, d'autant que la nouvelle stratégie nationale de l'emploi prévoit la mise en place d'un observatoire de l'emploi et d'un système de suivi-évaluation.

67. A l'occasion de la mission technique du Bureau au Soudan, une réunion d'information a été organisée avec UNCT sous la présidence de la coordinatrice résidente au Soudan à laquelle toutes les agences des Nations Unies (NU) représentées au Soudan ont pris part. Cette rencontre a donné l'occasion au Bureau de présenter la CEA, ses priorités et interventions en Afrique ainsi que les activités menées en Afrique du Nord. La discussion a ensuite porté sur le renforcement de la collaboration entre la CEA, intervenant au niveau régional, et les agences NU intervenant au niveau national dans le cadre de la réforme globale du système des Nations Unies qui appelle ses organisations à mieux exploiter le potentiel de synergies et les complémentarités pour plus d'efficacité. La visite du Bureau à l'UNCT a été largement appréciée comme une première prise de contact et en tant qu'approche proactive de sa part pour se rapprocher et mieux travailler avec l'équipe pays des NU.

68. Par ailleurs, le Bureau a participé régulièrement aux réunions mensuelles de UNCT Maroc du fait de sa localisation à Rabat. A ce titre, le Bureau a activement participé à la retraite de l'UNCT en décembre 2017 qui a dégagé les principaux axes de travail et de collaboration pour l'année 2018. Par ailleurs, plusieurs réunions de l'UNCT ont été organisées en 2018, dont une dans les locaux du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA. Ces réunions permettent aux agences de partager des informations sur leurs programmes et projets au Maroc, de faire le suivi de programmes conjoints élaborés dans le cadre de UNDAF, de discuter des services communs (sécurité, achats, maintenance etc.). Ces réunions offrent également l'occasion à chaque agence de présenter une de leurs initiatives. A cet égard, la réunion tenue au Bureau a donné l'occasion à la CEA de présenter l'Agenda 2063 de l'UA, les interactions avec l'Agenda 2030 ainsi que le travail réalisé pour appuyer les pays membres dans leurs efforts pour répondre de façon cohérente et harmonisée aux deux agendas et de faciliter le rapportage des réalisations. Des complémentarités et synergies ont été identifiées et ont conduit à l'organisation de réunions bilatérales avec le PAM, l'ONUDI, le PNUD et la FAO entre autres.

69. En janvier 2018, une réunion a été organisée par le Bureau avec l'Unité technique de l'accord d'Agadir pour convenir de possibilités de collaboration en faveur de l'amélioration du commerce entre les pays membres de cet accord, dont l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. Les pistes de collaboration future entre le Bureau et l'Unité technique ont été explorées.

70. Le Bureau pour l'Afrique du nord de la CEA a organisé en mars 2018 une rencontre avec le Président Directeur Général de la Société internationale de financement du commerce islamique (ITFC), filiale du groupe de la Banque Islamique, pour discuter des possibilités de coopération. A cette occasion, des domaines potentiels de programmes conjoints ont été identifiés dont le développement du commerce en Afrique, la mise en œuvre de la ZLECA, pour une meilleure intégration régionale, l'accroissement des investissements et le financement des projets de développement, le renforcement du secteur privé et l'emploi des jeunes.

71. Dans le cadre la mise en œuvre de sa nouvelle approche stratégique le Bureau régional du PAM en Afrique du Nord a sollicité la CEA pour réaliser une analyse stratégique de la situation alimentaire et nutritionnelle au Maroc. Cette étude a fait l'objet d'un Mémoire d'entente à travers lequel le PAM a octroyé un financement de \$ 40 000 au Bureau pour la réalisation de ce travail. Dans ce cadre, un comité de pilotage, chapeauté par le Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance, a été mis en place. Il comprend le HCP, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Emploi, le ministère de la Santé, le ministère de l'Education, le ministère du Commerce. Le comité de pilotage, réuni au démarrage des travaux, a entériné l'approche proposée par le Bureau, le PAM et le groupe de consultants. Dès sa finalisation, cette étude sera présentée aux parties prenantes marocaines pour validation et pour définir des axes d'intervention prioritaires pour le PAM, la CEA et les autres agences des NU pour aboutir à une amélioration de la situation alimentaires et nutritionnelle au Maroc. Il est attendu que cette première expérience aboutisse à des projets concrets à mettre en œuvre par la CEA dans le cadre de son domaine de spécialisation. Il est également attendu que cette expérience de travail conjoint puisse être répliquée dans d'autres pays de la sous-région et avec d'autres agences des NU.

72. La CEA a participé pour la première fois à la réunion annuelle du Caucus des Banques centrales et ministres des Finances africains du FMI/BM et à la 41^{ème} réunion annuelle et symposium de l'Association des Banques Centrales Africains (Association of African Central Banks - AACB). Ces deux réunions ont été organisées à Sharm el Sheikh (Egypte) en août 2018. La réunion du Caucus africain a été l'occasion pour la CEA de faire connaître ses axes d'intervention et ses priorités pour le développement de l'Afrique. Le Bureau a animé à cette occasion une session sur "la diversification des exportations: défis et opportunités", durant laquelle les discussions se sont focalisées sur le processus de l'OMC et le blocage actuel des négociations de l'Agenda de développement de Doha, la signature de la ZLECA et comment les institutions internationales peuvent soutenir sa mise en œuvre, et le rôle du FMI, de la BM et de la CEA pour encourager une meilleure intégration régionale.

73. Le symposium de l'AACB, a offert l'occasion à la Secrétaire Exécutive de présenter sa vision sur la situation financière du continent africain face aux difficultés générées par une corruption rampante, les flux financiers illicites, l'examen poussé par les banques de toutes les transactions, mettant en péril l'accès des entreprises africaines à des sources de financements à des taux plus abordables. Une des solutions préconisées seraient de favoriser la transparence et un partage d'information entre les banques et établissements financiers africains pour une meilleure solidarité et plus de complémentarité. La CEA a également proposé la mise en place d'une agence africaine de notation de crédit, projet en cours de discussion avec l'AACB, l'Union Africaine et la banque Centrale d'Egypte.

74. Plusieurs réunions ont été organisées avec les partenaires au développement (UE, France, Japon, USAID, BERD, OCDE, UpM et la BAD) en vue d'identifier des domaines de collaboration et initier de projets conjoints pour appuyer la région Afrique du Nord pour une meilleure intégration au niveau du continent africain. Ces discussions ont porté sur la promotion de l'emploi, le développement du commerce, une meilleure approche genre et la réalisation des ODD. Il est attendu que ces discussions aboutissent à des projets concrets à réaliser en 2019.

2. Partenariats avec les Universités, Centres de Recherche et think tanks

75. L'objectif de ces partenariats est de renforcer les relations de coopération et d'échange entre la CEA, les universités et centres de recherche, et d'entreprendre des actions concertées en vue de définir le cadre de futures initiatives et actions conjointes utiles aux parties. Pour la CEA, ces partenariats visent à développer une étroite collaboration avec ces établissements, en vue de mieux répondre aux besoins des Etats membres de la région Afrique du Nord à travers la création, la collecte, la diffusion et le partage des connaissances et expériences qui viennent en

appui aux processus de prise de décision en matière de politiques de développement. Pour ces établissements, ces partenariats visent à établir et développer des échanges avec la CEA en tant que Think Tank de la région Afrique du Nord, afin d'adapter les formations dispensées aux besoins du marché, d'une part, et d'autre part de bénéficier des relations de la CEA avec les institutions similaires d'Afrique pour établir des relations de coopération et organiser des activités scientifiques conjointes et d'échange.

a. Colloque international « Pratiques de gouvernance, transformation économique et développement inclusif »

76. Le Bureau a organisé, en partenariat avec la chaire de l'OMC de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales - Souissi de l'Université Mohammed V de Rabat ainsi que le Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD) de l'Université de Toulon (France), la onzième édition du Colloque international de Rabat du 23 au 25 novembre 2017 sous le thème « Pratiques de gouvernance, transformation économique et développement inclusif ».

77. Cette rencontre a offert aux chercheurs universitaires, aux experts en développement et aux acteurs du secteur privé l'opportunité de discuter de thématiques essentielles pour le développement de la sous-région telles que : les enjeux de la transformation structurelle en Afrique, la transformation économique et le développement inclusif, le capital humain et la transformation économique, le rôle de l'Etat dans la transformation économique, la politique industrielle et la transformation économique, les objectifs du développement durable et la transformation économique, la bonne gouvernance et inclusion sociale et politique, la gouvernance et le commerce, l'investissement domestique. A ce titre, une cinquantaine de communications de chercheurs et praticiens du développement ont été présentées à l'occasion du colloque. En complément, une journée a été dédiée à une rencontre entre de jeunes chercheurs et des acteurs plus expérimentés dans le cadre d'une école doctorale. Les éditions précédentes du colloque ont permis d'éditer plusieurs livres et numéros spéciaux dans des revues scientifiques. Il s'agit là d'une concrétisation de la coopération entre le Bureau et le milieu académique.

b. Conventions et activités de recherche avec les Universités et Instituts de recherche

78. Durant la période sous revue, le Bureau a conclu plusieurs conventions avec des Universités et Centres de recherche, contribué à des recherches et publications scientifiques et participé activement à un certain nombre de rencontres scientifiques :

- Initiation d'un projet de recherche en collaboration avec l'Institut d'Etudes Avancées (IMERA) de l'Université d'Aix Marseille et Aix Marseille School of Economics sur « Governance, political transition and structural transformation in North Africa ». Une réunion d'experts a été organisée par le Bureau à l'IMERA pour élaborer un support d'enquête visant à mesurer les perceptions et les attentes des citoyens vis-à-vis des institutions dans les pays de l'Afrique du Nord. Dans la continuité de ce projet, le Bureau a été sollicité par la London School of Economics pour soumettre le projet à un fonds de recherche financé par la Commission Européenne ;
- Lancement en avril 2018 d'un projet de recherche en partenariat avec l'Université de Cergy (France) visant une meilleure compréhension des causes de la corruption dans les institutions. Ce projet consiste à préparer deux publications scientifiques: la première étudie la manière avec laquelle la corruption peut émerger suite à l'inefficacité institutionnelle, la seconde tend à montrer comment les contraintes budgétaires de l'Etat impactent la capacité des gouvernements à produire des biens et services publics de meilleure qualité, et conduire à l'émergence de la corruption ;
- Contribution en juin 2018 au 14^{ème} Forum international de l'Association tunisienne des économistes « Controverses et défis de l'évaluation des politiques publiques », par la présentation d'un papier de recherche sur « les possibilités d'emploi en faveur des pauvres en Afrique avec une référence particulière aux jeunes » ;
- Visite au Bureau d'une économiste chercheur pour réaliser une collecte de données sur la politique industrielle au Maroc en vue de la préparation d'un policy paper sur le sujet dans

le cadre d'une convention de collaboration entre le Bureau et le German Development Institute ;

- Présentation d'un papier sur le développement des chaînes de valeur régionales à l'occasion du 4^{ème} Atelier sur le commerce de la région MENA organisé en mars 2018 à Tunis (Tunisie) par la Chaire de l'OMC et la Tunisia Business School ;
- Réalisation d'un papier de recherche sur la culture, les inégalités et les institutions dans le cadre du programme de Fellows de la CEA. Cette recherche montre l'incidence de la culture sur l'impact d'une amélioration de la qualité des institutions sur l'évolution des inégalités ;
- Initiation dans le cadre du programme de Fellows d'une étude sur la contribution de l'Économie bleue aux économies nord africaines. Une méthodologie de recherche empirique a été formulée à cet égard et des missions pays de collecte de données ont été entamées dans la perspective d'établir un état des lieux de l'économie bleue dans les pays de la sous-région.

79. Le Bureau a par ailleurs entamé de nouvelles discussions avec d'autres Universités et Centres de Recherches des pays nord-africains dans la perspective de conclure de nouvelles conventions et diversifier son portefeuille de relations de partenariat de recherche au niveau de la sous-région.

IV. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 32^{ème} CIE

80. La mise en œuvre des recommandations du 32^{ème} CIE adressées à la CEA a fait partie intégrante du programme de travail 2017-2018. Plusieurs de ces recommandations ont été traitées dans la partie II du présent rapport. Cependant, et pour se conformer à la demande expresse des Etats membres, les réalisations les plus significatives par domaine sont reprises ci-dessous :

A. Recommandations générales

1. Utiliser systématiquement les données mises à jour pour l'élaboration des rapports de la CEA.

81. Le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord dispose d'un point focal données statistiques qui assure systématiquement la mise à jour de la base de données pays en coordination avec le Centre Africain de Statistiques (ACS) de la CEA, il veille en outre sur la vérification et l'alignement des données utilisées sur les sources nationales officielles des pays membres.

2. Améliorer la couverture géographique des interventions du Bureau sous-régional en développant plus de projets et d'activités en Mauritanie et au Soudan, eu égard notamment au protocole d'accord signé entre la CEA et le Soudan.

82. En réponse à cette recommandation, le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord de la CEA a organisé en mars 2018 une mission en Mauritanie ainsi qu'au Soudan afin de rencontrer les institutions partenaires, identifier les priorités et renforcer la collaboration avec ces deux pays.

83. En Mauritanie, une série de rencontres de haut niveau ont été conduites avec le ministère de l'Economie et des finances, le ministère de l'Emploi, le ministère du Commerce et de l'industrie, le ministère des Affaires sociales, la Banque centrale de Mauritanie et l'Office national des statistiques afin d'identifier les priorités et examiner les domaines de coopération avec la Mauritanie. Suite à cette mission, le Bureau a reçu des requêtes spécifiques pour un appui à : (i) la mise en place du dispositif de suivi-évaluation et de reporting de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP), (ii) l'élaboration du premier rapport national volontaire sur les ODD qui sera présenté au Forum politique de haut niveau en 2019, (iii) l'amélioration des capacités statistiques et de comptabilité nationale, (iii) l'analyse de l'environnement réglementaire dans le contexte de la mise en place de la ZLECA et la réalisation d'une étude d'impact de l'accord d'association avec la CEDEAO et enfin (iv) la réalisation d'une étude sur les potentialités régionales de développement.

84. Au Soudan, des rencontres de haut niveau ont eu lieu avec le ministère de l'Economie et des finances, le ministère des Mines, le ministère du Commerce, le ministère du Travail, le ministère de l'Industrie, la Banque centrale du Soudan, le Bureau central des statistiques et le ministère des Affaires étrangères afin d'identifier les priorités et d'examiner les domaines de coopération avec le Soudan. Il s'agit en particulier de fournir une assistance pour appuyer le Soudan à améliorer sa politique macroéconomique et favoriser un environnement plus propice pour attirer les investissements, améliorer le commerce et soutenir une croissance économique durable. Le renforcement des capacités statistiques du pays est apparu comme un besoin essentiel. L'intégration du Soudan au continent africain a été également relevée comme une priorité pour le pays.

85. Cette mission a également permis de collecter des données dans le cadre d'une étude sur l'économie bleue au Soudan. Nombre de rencontres et d'entretiens ont été conduits avec le Conseil national de planification stratégique, le ministère de l'Agriculture et des forêts, le ministère de l'Environnement, le ministère du Tourisme, le ministère des Transports et la Société des ports maritimes. L'objectif de cette initiative est d'étudier le degré d'intégration de l'économie bleue dans la politique économique du pays en se focalisant sur les questions du transport maritime, du tourisme et de l'intégration régionale.

B. Recommandations relatives au programme de développement à l'horizon 2030 et Agenda 2063

7. Vulgariser dans les plus brefs délais au niveau des pays l'Agenda 2063 ainsi que les travaux réalisés par la CEA et l'Union africaine en matière d'alignement et de convergence de la mise en œuvre et du suivi du Programme de développement à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.

86. Une session spéciale lors de la réunion consultative de 2018 du MSRC a été dédiée à la présentation et discussion de l'accord-cadre de coopération conclu entre l'ONU et l'UA pour renforcer le partenariat stratégique entre les deux institutions et assurer une mise en œuvre coordonnée et harmonisée des deux Agendas 2030 et 2063, dont les objectifs se recoupent à près de 90%. Un plan d'action pour opérationnaliser ce cadre a été discuté et convenu lors de la rencontre des dirigeants en avril 2018 pour la 2^{ème} Conférence annuelle UA-ONU. Cette session a donné un aperçu sur les principaux défis socio-économiques du continent, notamment en termes de croissance économique, de lenteur des progrès en matière de réduction de la pauvreté et de faiblesse de contenu en emplois et en valeur ajoutée du secteur manufacturier. Le manque de données statistiques a été également relevé sachant que les données disponibles ne permettent de renseigner que 38% des indicateurs des ODD. L'indice composite ODD a été également présenté et discuté. Les priorités relevées pour la région MENA sont principalement la sécurité alimentaire (ODD 2) et l'eau (ODD 6). Le cadre régional de résultats pour la mise en œuvre intégrée des deux agendas 2030 et 2063 développé par la CEA en appui à l'Union Africaine a été également présenté et discuté lors de cette rencontre.

87. La mise en œuvre du plan d'action relatif à l'accord cadre UA-NU adopté en juillet 2018, dont la coordination au niveau continental est assurée par le MRC, devrait contribuer à répondre à cette recommandation.

8. Faciliter l'accès à l'information sur les outils d'intégration des objectifs de développement durable dans les politiques publiques.

88. Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a élaboré un rapport qui dresse un premier bilan des progrès réalisés par les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie) dans la mise en œuvre et le suivi des objectifs de développement durable (ODD). Ce rapport analyse plus particulièrement les efforts menés en termes d'appropriation et de contextualisation, de gouvernance institutionnelle et de suivi des ODD. Il met en outre l'accent sur six thématiques

d'importance pour les pays et d'intérêt prioritaire pour l'intégration régionale¹. Le rapport traite également du rôle de la coopération régionale, avant de fournir des orientations pour accélérer la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb. Le rapport a été présenté pour discussion et amélioration à la réunion sous régionale sur la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord tenue en juin 2018 à Rabat.

89. Le Bureau, partie prenante au programme conjoint du SNU en appui à la réalisation et au suivi des ODD en Tunisie, a contribué à la mission "Mainstreaming, Accélération, Policy Support" (MAPS) organisée du 9 au 13 juillet 2018. Cette mission a permis de sensibiliser les départements sectoriels sur l'outil MAPS et le "Rapid integration assessment" (RIA).

90. Par ailleurs, le Bureau facilitera l'accès des pays membres à l'outil intégré de planification et de reporting développé par la CEA en vue d'harmoniser la mise en œuvre et le suivi des deux agendas 2063 et 2030.

9. Organiser un atelier régional pour faire un état des lieux des avancées, partager les bonnes pratiques et faciliter l'échange d'expériences et la collaboration entre les pays, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

91. Le Bureau a organisé en juin 2018 à Rabat (Maroc) une réunion sous-régionale sur la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord. Cette réunion a permis de passer en revue les progrès réalisés, les défis, les bonnes pratiques et les enseignements relatifs à la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord. Elle a également permis d'approfondir la réflexion et de formuler des recommandations dans les domaines qui restent à renforcer, notamment la participation effective de la société civile et du secteur privé, l'intégration des ODD dans les politiques publiques, sectorielles et locales, le suivi des ODD et enfin, les mécanismes de budgétisation et de mobilisation des ressources.

11. Fournir un appui aux pays pour le renforcement des capacités statistiques dans le contexte des objectifs de développement durable.

92. Le Bureau a appuyé le Haut-Commissariat au Plan du Maroc pour l'organisation de la 11^{ème} réunion du « Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités statistiques de l'Agenda pour le développement durable 2030 » organisée en mai 2018 à Rabat (Maroc).

12. Appuyer l'UMA pour développer des initiatives régionales de coopération dans des domaines prioritaires susceptibles d'accélérer la mise en œuvre et le suivi des objectifs de développement durable.

93. La réunion consultative du MSRC 2018 dédiée au renforcement de la collaboration et des partenariats a conduit à une compréhension commune des priorités régionales et des défis liés à la mise en œuvre des ODD. Elle a abouti à la définition des principaux axes d'une feuille de route régionale (2018-2019) et des propositions d'actions concrètes, en appui à la réalisation des ODD. Cette feuille de route constitue un cadre qui devrait permettre à l'UMA de développer des initiatives régionales. En outre, le rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb fournit des orientations pour renforcer le rôle de l'UMA dans la mise en œuvre des ODD. Ces orientations concernent cinq axes majeurs: (i) l'élaboration d'une stratégie maghrébine de développement durable en appui aux efforts de ses pays membres dans la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063, (ii) le suivi régulier de la situation, des progrès et des perspectives du développement durable à l'échelle maghrébine, (iii) le développement d'un programme de renforcement des capacités du personnel de l'institution, (iv) le partage de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays membres et (v) la définition et la mise en œuvre d'initiatives spéciales qui renforcent les partenariats.

¹ Sécurité alimentaire (ODD 2), transition énergétique (ODD 7), industrialisation (ODD 9), emploi des jeunes et des femmes (ODD 8), changement climatique (ODD 13) et désertification (ODD 15).

V. Défis, leçons apprises et perspectives

94. Le processus de réforme de la CEA connaît actuellement une véritable impulsion à travers une nouvelle vision stratégique et sa déclinaison sur le plan programmatique et organisationnel. Par ailleurs, les démarches des pays de la région Afrique du Nord pour conclure de nouveaux accords commerciaux au niveau continental connaissent une nouvelle dynamique. Certains de ces pays ont entamé des démarches vis-à-vis d'autres communautés économiques sous régionales, une situation qui interroge plus que jamais les pays membres sur le devenir de l'UMA. En outre, ces pays font face à des défis sur le plan économique, politique et social.

A. Relance du processus de réforme de la CEA

1. Une nouvelle vision pour une Afrique autonome et transformée

95. L'exercice de réforme de la CEA connaît actuellement une phase d'accélération à la suite de la mise en œuvre de la nouvelle vision « Pour une Afrique autonome et transformée – passer des idées à l'action » initiée par la Secrétaire exécutive. Fruit d'un long processus consultatif, cette nouvelle vision prévoit une focalisation institutionnelle sur les défis les plus pressants pour atteindre les objectifs de développement durable (Agenda 2030 et Agenda 2063). Elle fait en outre partie intégrante du processus global de réforme de l'ONU et vise à renforcer le rôle de la CEA en tant que centre de réflexion régional.

96. Le processus de réforme induit également une réorganisation des bureaux sous-régionaux pour les rendre plus ciblés, pertinents et efficaces, en particulier pour les États membres et les communautés économiques régionales qu'ils desservent. Il s'agit à ce titre de faire des Bureaux sous-régionaux des « centres d'excellence » en mobilisant des ressources et de l'expertise dans des domaines de spécialisation spécifiques pour fournir des services de recherche et d'analyse de niveau reconnu, des conseils en matière de politique et de renforcement des capacités au profit des États membres, des CER et d'autres parties prenantes de la sous-région.

97. En tant que centre de réflexion, un Bureau sous-régional de la CEA est désormais appelé à jouer un rôle de leadership dans la réflexion sur les questions régionales et fournir des conseils stratégiques prospectifs fondés sur les priorités régionales visant la réalisation du développement durable. Il est appelé à suivre et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des agendas de développement et appuyer les mécanismes de coordination pertinents. L'amélioration des capacités régionales de collecte et d'analyse des données requises et la gestion des processus consultatifs de suivi sont également d'une importance capitale. Le Bureau sous-régional devra réussir à mobiliser les entités du système des Nations Unies et les partenaires au développement dans son domaine de spécialisation afin de mieux servir la sous-région, générer des économies d'échelle et optimiser l'impact sur le développement.

2. Nouveau domaine de spécialisation du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA

98. Dans le contexte de la nouvelle vision de la CEA, le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord a formulé et validé avec les pays membres une nouvelle stratégie de spécialisation pour le biennium 2018-2019. Ce nouveau cadre stratégique vise à aider les sept pays membres à concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes à même de favoriser la création d'emplois et le développement équilibré dans la perspective d'une transformation structurelle conforme aux Agendas 2030 et 2063.

99. Le Bureau a ainsi lancé son programme visant à fournir les analyses, les choix de politiques et les services de renforcement des capacités nécessaires à la mise en œuvre d'un processus participatif de production, au niveau national et régional, de stratégies de création d'emplois davantage ciblées et axées sur les besoins, et prenant en compte les enjeux liés au genre et à la jeunesse. Le plan d'action tend à appuyer les États membres à aligner leurs programmes de formation et d'enseignement sur les besoins du marché du travail, en tenant compte de

l'évolution rapide des besoins en compétences, de l'apparition de nouveaux métiers et de la nécessité d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi.

100. En collaboration avec les divisions organiques de la CEA, le Bureau abordera sous l'angle de l'emploi les questions qui se posent aux États de la sous-région dans les domaines de la diversification économique, de l'industrialisation, du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, de l'économie verte et de l'économie bleue, de l'autonomisation des femmes, des migrations, de l'éducation, de la pauvreté, des inégalités et du développement social. Le programme de travail portera également sur le financement du développement, sur l'amélioration des politiques macroéconomiques et budgétaires, et sur la lutte contre les flux financiers illicites afin de garantir une croissance durable.

101. En outre, une aide sera apportée à l'Union du Maghreb arabe dans la mise en œuvre de sa feuille de route visant à renforcer l'intégration maghrébine, compte tenu des faits nouveaux résultant à l'échelle continentale de la concrétisation de la Zone de libre-échange continentale africaine et de l'exécution du Plan d'action pour stimuler le commerce intra-africain, l'accent étant mis sur la création de nouveaux emplois pour les jeunes et les femmes. L'engagement des pays nord-africains, dans la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce et dans la concrétisation de l'Union douanière arabe, sera également appuyé par le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord. Il s'agira notamment de concevoir et d'appliquer des politiques tendant à élever le degré d'harmonisation et de transparence des processus et procédures d'appui au commerce au sein de la sous-région, de mettre en place des mécanismes et méthodes de financement novateurs, comme la mobilisation des ressources internes, et de concevoir un nouveau projet de création d'emplois, comprenant des mesures de gestion des flux migratoires à destination et en provenance de la sous-région.

102. Un accent particulier sera mis sur la création et la gestion de réseaux de connaissances et d'informations destinés à valoriser les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience acquise dans la sous-région et ailleurs, et à diffuser ceux-ci à l'intention des États membres et de leurs organisations. Des systèmes d'assurance et d'évaluation de la qualité seront intégrés dans toutes les activités du plan d'action afin d'en contrôler la qualité et les effets, et d'ajuster en retour la nouvelle stratégie.

B. A propos de l'UMA

103. La région Afrique du Nord a connu des évolutions importantes en matière d'intégration régionale. Le Maroc a sollicité son adhésion à la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), ce qui lui permettrait de s'ouvrir sur un espace de plus 300 millions d'habitants. Au même titre, la Mauritanie a signé récemment un accord d'association avec la CEDEAO. La Tunisie a officiellement intégré le plus grand bloc commercial d'Afrique, le COMESA (Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe), en juillet 2018. L'Algérie a pour sa part ouvert les négociations pour adhérer également au COMESA.

104. Il est indéniable que ces accords ouvrent des horizons économiques attractifs pour ces pays, mais force est de constater que ces accords auront un impact sur la dynamique d'intégration maghrébine pilotée par l'UMA.

C. A propos des conditions politiques, économiques et sociales de la région

105. La région reste confrontée à de nombreux défis, tant politiques qu'économiques et sociaux. Sur le plan politique, la région continue d'être marquée par des périodes d'instabilité politique dans plusieurs pays. Les événements politiques et sociaux qui ont débuté en 2011 ont plongé la Libye, la Tunisie et l'Égypte dans une période d'incertitude. L'Égypte et la Tunisie, bien que souffrant encore d'une situation sécuritaire fragile, ont entrepris des réformes politiques marquant un retour à la stabilité politique. La Libye est encore en proie à d'importantes difficultés politiques, qui ont des conséquences sécuritaires certaines et limitent considérablement ses perspectives de développement. L'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le

Soudan demeurent à l'abri de bouleversements politiques majeurs. Cependant, l'ensemble des pays de la région ont besoin de renforcer la bonne gouvernance, en particulier la gouvernance économique, ce qui in fine pourra réduire l'instabilité politique qui demeure un véritable frein au développement de la région.

106. Sur le plan humain, tous les pays fournissent des efforts de plus en plus importants pour investir dans le capital humain, ce qui a contribué à une diminution notable de la pauvreté, une augmentation des taux de scolarisation des enfants, une baisse appréciable de la mortalité maternelle et infantile ou encore un plus grand accès à l'eau potable et à l'énergie, etc. La pauvreté a certes décliné, mais les résultats sont contrastés selon les pays.

107. La croissance économique en Afrique du Nord demeure volatile en raison de la dépendance des économies de la sous-région à des ressources primaires (agriculture, secteur minier). Ainsi, après une hausse de 2,9% en 2016, le PIB réel a enregistré une progression de 4,8% en 2017, en raison d'une part de conditions climatiques plus favorables au Maroc (+4,1% de croissance du PIB, contre 1,6% en 2016), et d'une hausse importante de la production de pétrole.

108. L'inflation demeure élevée dans la sous-région, atteignant 15,9% en 2017, contre 10,3% en 2016. Cette hausse est due à des dépréciations du taux de change dévaluation (Egypte, Soudan), et des réductions de subventions (Egypte, Libye).

109. La faible diversification des économies d'Afrique du Nord se fait également ressentir sur la volatilité des finances publiques et du solde du compte courant. Avec la remontée des prix du pétrole, la sous-région a vu son déficit budgétaire baisser à -8,9% du PIB en 2017, contre -11,4% en 2016.

110. Le déficit courant est quant à lui passé de -10% du PIB en 2016, à -6,7% en 2017. La hausse des prix du pétrole a fortement profité aux économies algérienne (déficit de -6,7%, contre -16,6% en 2016) et libyenne (un excédent de 2,2%, contre un déficit de -48,1% en 2016).

111. L'insuffisante diversification des économies d'Afrique du Nord a également des conséquences sur le front de l'emploi, avec un taux de chômage dans la région qui demeure à un niveau relativement élevé, 12% en 2016. Malgré une croissance dynamique, la création d'emplois est insuffisante pour répondre aux besoins d'une population en forte croissance. Par ailleurs, la croissance de la productivité du travail demeure également insuffisante, et est loin derrière celle de pays plus dynamiques, comme l'Inde et la Turquie, par exemple.

112. Une explication réside dans l'allocation des facteurs de production au sein de l'économie. L'examen de la dispersion des productivités des entreprises montre en effet que, comparée à d'autres régions, les économies d'Afrique du Nord souffrent d'une mauvaise allocation des facteurs de production, provenant de l'existence de fortes distorsions. Ces distorsions proviennent des imperfections de marché, et de certaines inefficiences des institutions des pays de la sous-région. Un accroissement significatif de la productivité, ainsi qu'une accélération de la transformation structurelle en Afrique du Nord, peuvent être obtenus par le développement d'institutions solides, qui limitent le pouvoir discrétionnaire de l'administration, isole les institutions économiques de l'influence politique, une administration efficace, une forte protection des droits de propriété, un régime réglementaire favorable à l'investissement, et une disponibilité suffisante en infrastructures publiques pour soutenir les initiatives privées.